XIV European Mountain CONVENTION
30 June - 2 July 2026 | Sallanches

Rapport de l'événement

XIV Assises Européennes de la Montagne

Assurer l'avenir de l'élevage extensif dans les territoires de montagne

30 juin - 2 juillet 2026
Sallanches, France



Les XIVe Assises Européennes de la Montagne se sont déroulées du 30 juin au 2 juillet 2026 à Sallanches, dans les montagnes de Haute-Savoie, et ont été co-organisées par Euromontana et Suaci Montagn'Alpes.

Au programme : visites sur le terrain, séances plénières politiques et thématiques, ainsi que des ateliers. Les 500 participants venus de toute l'Europe ont ainsi contribué à assurer l'avenir de l'élevage extensif dans les zones de montagne.

Crédits photos © Defours

Rapport de plénières

Rapport des ateliers

Rapport des visites



Rapport de plénières

À l'occasion du lancement des Assises Européennes de la Montagne, des allocutions de bienvenue ont été prononcées par Laura Gascón Herrero, présidente d'Euromontana ; Christophe Léger, président de Suaci Montagn'Alpes ; Sylvia Perruchione-Kunegel, maire de Sallanches ; Olivier Amrane, vice-président de la région Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'agriculture ; et Martial Saddier, président du Conseil départemental de Haute-Savoie.

Laura Gascón Herrero, présidente d'Euromontana, a chaleureusement accueilli les participants et a souligné à quel point les Assises tombaient à point nommé, puisqu'elles abordaient le thème du pastoralisme au cours de l'Année internationale des pâturages et des éleveurs proclamée par les Nations unies. Elle a rappelé à l'auditoire que le pastoralisme et l'élevage extensif ne sont pas de simples images de cartes postales, mais des systèmes vivants qui fournissent une alimentation sûre et de grande qualité, préservent le caractère ouvert des prairies et protègent la biodiversité, tout en étant soumis à de multiples pressions.

Christophe Léger, président de Suaci Montagn'Alpes et agriculteur, a eu l'honneur d'accueillir les participants sur son territoire, soulignant l'importance des hommes et des femmes qui, dans l'ombre, se battent chaque jour pour préserver ces systèmes pastoraux et offrir des produits d'une qualité exceptionnelle.

Poursuivant sur le thème du rôle des habitants dans le dynamisme des communautés de montagne, Sylvia Perruchione-Kunegel, maire de Sallanches, a souligné la manière dont les bergers, les éleveurs, les fromagers et les artisans gèrent le territoire tout en faisant face aux réalités locales et aux défis communs. Elle a rappelé que les Assises Européennes de la

Montagne sont une occasion de créer des liens, d'échanger des expériences, de s'inspirer mutuellement et de construire une vision commune à long terme pour les zones de montagne.

Georges Morand, conseiller départemental du canton de Sallanches, a ajouté que ces Assises se tenaient à un moment particulièrement important sur le plan politique, alors que les débats sur l'avenir de la Politique agricole commune battent leur plein à Bruxelles. Il a par ailleurs souligné que garantir l'avenir de l'élevage extensif revenait à faire en sorte que les générations futures puissent vivre sur une planète dotée d'un environnement de grande qualité. Il a conclu en affirmant que le soutien au pastoralisme constituait un choix politique fort.



Conférence introductive

L'histoire des Alpes et du pastoralisme | Séverin Duc, historien spécialiste des Alpes a prononcé un discours d'ouverture qui, en guidant l'auditoire à travers l'histoire, a permis de mieux comprendre les défis auxquels le secteur agricole est confronté aujourd'hui. En posant la question « Que peuvent offrir les montagnes ? », Séverin Duc a mis en lumière ce qui n'est pas immédiatement visible : les zones de montagne ne sont pas le problème, mais font partie de la solution.

Sa proposition comporte trois volets : 1) la résilience à long terme : les montagnes sont synonymes de stabilité et de sécurité ; 2) la dignité : préserver la dignité des communautés montagnardes ; 3) une vision positive : quel avenir les montagnes peuvent-elles offrir ?

La présentation a avancé que les montagnes ne devaient pas être considérées comme des régions périphériques ou problématiques, mais comme des territoires stratégiques offrant des solutions à certains des défis majeurs du XXIe siècle, notamment le changement climatique, la résilience et le développement durable.

S'appuyant sur le cadre d'analyse historique de l'historien Fernand Braudel, l'intervenant a établi une distinction entre les événements à court terme, les tendances à moyen terme et les structures à long terme. Alors que les crises politiques et les cycles économiques accaparent l'attention du public, les territoires de montagne doivent être appréhendés sous l'angle de la continuité structurelle à long terme. Le pastoralisme a été présenté non seulement comme une activité économique, mais aussi comme un patrimoine vivant qui incarne des siècles de savoirs, d'organisation territoriale et d'adaptation à



des environnements difficiles. La présentation a remis en question les perceptions idéalisées ou exotiques de la vie en montagne, en soulignant que les communautés montagnardes se sont historiquement caractérisées par une organisation sociale solide, un savoir-faire pratique et une résilience collective. Les prairies, l'élevage et les systèmes agricoles ont été décrits comme les fondements à la fois des moyens de subsistance en montagne et des systèmes alimentaires au sens large, illustrant ainsi le lien profond qui unit le territoire, l'écologie et la vie humaine.



Les montagnes ont également été identifiées comme des réservoirs de ressources stratégiques, notamment l'eau, l'énergie, la biodiversité, les paysages et les climats plus frais. À mesure que ces ressources gagnent en valeur, les territoires montagneux sont confrontés à des pressions croissantes de la part d'intérêts extérieurs cherchant à les exploiter ou à les réaménager. En réponse, l'intervenant a fait valoir que les communautés montagnardes devaient conserver le contrôle de leurs ressources, de leurs territoires et de leurs pratiques culturelles, qu'il a présentés comme des éléments essentiels de la souveraineté locale.

Le concept d'« intelligence de la montagne » a été présenté à travers trois principes directeurs : l'émancipation, qui consiste à encourager les communautés à poursuivre leur propre vision à long terme plutôt que de céder aux pressions extérieures ; l'élévation, qui appelle les régions de montagne à développer leur propre langage, leurs propres idées et leurs propres cadres intellectuels ; et l'enracinement, qui met l'accent sur l'importance d'une agriculture active, de la gestion responsable des terres et de politiques ancrées dans les réalités locales.La présentation s'est conclue en décrivant les montagnes comme des systèmes vivants dont la santé a des répercussions bien au-delà de leurs frontières. Les communautés montagnardes fortes développent leur résilience grâce à des réserves stratégiques, des institutions durables et des traditions culturelles qui préservent les savoirs collectifs et l'identité.

L'intervenant a souligné que la valeur créée dans les milieux de montagne augmente avec le niveau de contrainte environnementale et l'expertise nécessaire pour la surmonter, ce qui se résume par la formule V = C × M, où la valeur est déterminée par l'intensité des contraintes multipliée par le niveau de maîtrise. Ce cadre met en évidence les connaissances, les compétences et la résilience exceptionnelles développées par les communautés de montagne et renforce l'importance de les soutenir en tant qu'acteurs essentiels de la durabilité à long terme de l'Europe.



Table rondes

Qui élèvera demain ? Devenir éleveur ou éleveuse en zone de montagne aujourd'hui

La table ronde a examiné ce qui motive aujourd'hui les personnes à devenir éleveurs ou éleveuses, les réalités du travail dans les régions montagneuses et pastorales, ainsi que les conditions nécessaires pour garantir

que cette profession reste attractive et viable pour les générations futures.

Flavie Melendez, éleveuse, a décrit le paradoxe de l'agriculture dans le Pays du Mont-Blanc, région très touristique. Si le tourisme crée un marché pour les produits locaux de haute qualité, il accroît également la pression sur les terres, ce qui complique la succession des exploitations et l'accès aux pâturages. Elle a souligné que le tourisme et l'agriculture devaient être considérés comme complémentaires, en rappelant que les paysages appréciés par les visiteurs existent précisément parce qu'ils ont été préservés grâce à des générations d'agriculteurs.

Évoquant les récentes épidémies animales en France, elle a mis en avant la force de la solidarité communautaire et de la réponse apportée aux crises, tout en appelant à une meilleure préparation, notamment au sein des services vétérinaires. Elle a également critiqué la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs de montagne, affirmant que c'est la bureaucratie, plutôt que les exigences physiques du métier, qui pousse de plus en plus de personnes à quitter la profession.

Ellen-Sara Sparrok, vice-présidente du Conseil sami et membre du conseil d'administration du Centre international pour l'élevage de rennes, a fait part de l'expérience des Samis en matière d'élevage de rennes. Elle a expliqué que cette activité, de nature transfrontalière, nécessite une connaissance approfondie du territoire et un sens de la responsabilité collective. Elle a souligné que les savoirs traditionnels ne peuvent pas simplement être documentés ou recherchés en ligne, mais qu'ils se transmettent à travers la langue, l'observation et la pratique, de génération en génération.

L'adaptation, a-t-elle fait valoir, a toujours fait partie intégrante de la vie en harmonie avec la nature, et les incertitudes environnementales et géopolitiques actuelles renforcent l'importance de maintenir des options multiples et de préserver les savoirs culturels. Elle a souligné que le tourisme peut contribuer à la viabilité économique, mais ne doit en aucun cas se substituer au rôle écologique et culturel plus large du pastoralisme.

Aude Geiger, membre des Jeunes Agriculteurs de France, a apporté le point de vue d'une nouvelle venue dans le monde agricole, ayant embrassé ce métier sans avoir de parcours familial dans ce domaine. Gérant aujourd'hui un élevage bovin et ovin ainsi que des vignobles, elle a raconté comment elle s'est découvert une passion pour l'élevage pastoral grâce à un accompagnement et à l'expérience pratique. Elle a souligné les défis croissants posés par la sécheresse, en particulier la difficulté de produire suffisamment de foin et de maintenir les systèmes de transhumance. Pour l'avenir, elle a insisté sur l'importance de rendre la profession plus accessible grâce à l'accompagnement, à l'ouverture aux nouveaux arrivants et à l'innovation mise en œuvre avec humilité et dans le respect des savoirs existants.

Tom Jones, président de l'Alliance européenne des communautés rurales, a mis l'accent sur la dimension sociale de l'agriculture et la nécessité de renforcer les communautés rurales. S'appuyant sur l'exemple d'une chorale d'agriculteurs britanniques créée pour sensibiliser aux enjeux de santé mentale dans le secteur agricole, il a illustré à la fois les pressions auxquelles sont confrontés les agriculteurs et l'émergence de nouveaux parcours diversifiés vers cette profession.



Il a souligné que pour attirer les nouvelles générations, il ne suffit pas d'un simple soutien financier : cela exige des politiques rurales globales, des communautés dynamiques et des mesures facilitant à la fois la succession des exploitations et le départ à la retraite. Il a également évoqué les opportunités de valorisation des produits pastoraux, tels que la laine, et a insisté sur le fait que les politiques européennes doivent continuer à soutenir l'innovation tout en protégeant les savoirs traditionnels et le patrimoine.



Au cours de la discussion, les intervenants sont revenus à plusieurs reprises sur l'importance de la transmission des savoirs entre les générations. Ellen-Sara Sparrok a expliqué que le pastoralisme sami repose sur l'apprentissage, par chaque génération, de son rôle au sein d'un système social et écologique complexe, tandis qu'Aude Geiger a souligné la valeur des agriculteurs expérimentés disposés à encadrer les nouveaux arrivants. Les participants ont convenu que l'avenir du pastoralisme dépend autant de la transmission des savoirs et du soutien communautaire que des incitations économiques.

La discussion avec le public a mis en évidence les inquiétudes concernant l'avenir de l'élevage pastoral face au changement climatique, à l'incertitude politique et à la complexité administrative croissante. Répondant aux questions sur le manque de soutien politique, Flavie Melendez a appelé à la mise en place de politiques qui tiennent compte des réalités spécifiques de l'agriculture de montagne, notamment les coûts de production plus élevés, la coexistence avec le tourisme, les défis liés à la gestion de l'eau et la protection contre les prédateurs. Elle a fait valoir que les dispositifs de soutien existants ne reflètent souvent pas la charge de travail requise dans les systèmes de montagne et a averti qu'une bureaucratie excessive décourageait les agriculteurs de rester dans ces régions.

Tout au long de la session, les intervenants ont souligné que le pastoralisme apporte des avantages qui vont bien au-delà de la production alimentaire, notamment en matière de gestion des paysages, de conservation de la biodiversité, de patrimoine culturel et de résilience des communautés rurales. Assurer son avenir nécessitera un engagement politique à long terme, un soutien accru aux jeunes et la reconnaissance des savoirs traditionnels.

Marchés, risques et résilience : le système peut-il répondre aux attentes des futurs éleveurs ?

Cette table ronde a examiné comment la dynamique des marchés, le changement climatique et la santé animale redéfinissent l'élevage de montagne, tout en explorant les politiques et les modèles économiques nécessaires pour renforcer la résilience des systèmes pastoraux. Les intervenants ont convenu que l'élevage de montagne apporte des avantages environnementaux et sociaux considérables, mais qu'il est confronté à des désavantages structurels qui nécessitent une meilleure reconnaissance et un soutien ciblé.

Ivana Mardešić, spécialiste du pastoralisme à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a ouvert la discussion en présentant les objectifs de l'Année internationale des pâturages et des éleveurs (IYRP), lancée à la suite d'une proposition de la Mongolie aux Nations unies. Elle a souligné l'importance mondiale du

pastoralisme, notant que les éleveurs comptent parmi les plus grands gestionnaires de terres au monde, malgré des lacunes persistantes dans les statistiques officielles.



L'Europe s'est imposée comme l'une des régions les plus actives au sein de l'initiative IYRP, témoignant d'une solide coopération entre les organisations pastorales. Alors que les systèmes pastoraux sont confrontés à des défis tels que la prédation, le sous-pâturage et l'abandon des terres, elle a salué la force des organisations pastorales européennes, leurs structures coopératives, leurs formations spécialisées et leurs initiatives législatives qui contribuent à garantir l'accès aux pâturages. Elle a également souligné que la différenciation des produits, les investissements collectifs et le soutien public constituent des outils essentiels pour accroître la valeur des produits pastoraux et répartir les risques entre les producteurs.

Yves Grandemange, membre du Comité de la montagne du Conseil national interprofessionnel du lait (Cniel), a dressé un état des lieux du secteur laitier français, où la production n'a cessé de reculer au cours de la dernière décennie, les exploitations de montagne étant confrontées à des difficultés particulièrement aigus. Bien que les labels de qualité tels que l'appellation d'origine protégée (AOP) et l'indication géographique protégée (IGP) apportent une valeur ajoutée aux fromages de montagne, la hausse des coûts de production, les pressions climatiques et la diminution de la taille des troupeaux continuent de menacer le secteur. Il a souligné que les exploitations de montagne fonctionnent à une échelle plus humaine, mais sont de plus en plus vulnérables à la sécheresse et aux phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui rend la résilience plus difficile à atteindre. Au-delà de la production alimentaire, il a mis en avant le rôle économique plus large de l'élevage laitier de montagne dans le maintien de l'emploi local tout au long des chaînes d'approvisionnement rurales.

Sabrina Kogler, analyste à la DG AGRI de la Commission européenne, a replacé ces enjeux dans le contexte des politiques européennes, en expliquant que les systèmes d'élevage extensifs génèrent généralement des revenus nettement inférieurs à ceux des systèmes intensifs, bien qu'ils fournissent d'importants services environnementaux. Les zones de montagne sont confrontées à des contraintes naturelles supplémentaires, ce qui rend trompeuses les comparaisons directes avec les moyennes nationales.

Elle a souligné que les régions de montagne sont nettement plus vulnérables au changement climatique et à la pression croissante des prédateurs, tandis que les systèmes de pâturage extensif contribuent à la conservation de la biodiversité, à la prévention des feux de forêt et à la gestion des paysages. Bien que la Politique agricole commune (PAC) cible déjà certains de ces systèmes vulnérables, elle a fait valoir que les futures politiques devraient mieux



reconnaître et récompenser les biens publics et les services écosystémiques fournis par l'élevage extensif.



Mario Grillo, premier vice-président d'Euromontana et membre de la Cia-Agricoltori Italiani, a retracé son parcours personnel, de berger à banquier puis de nouveau agriculteur, illustrant ainsi comment l'esprit d'entreprise et l'innovation peuvent renforcer l'agriculture de montagne. De retour dans l'exploitation familiale, il a diversifié la production, investi dans le marketing, mis en place une indication géographique pour les produits locaux et adopté les outils numériques pour s'adresser directement aux consommateurs. Il a encouragé les jeunes générations à allier savoir-faire traditionnel et technologie, en faisant valoir que l'innovation, les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et une meilleure formation peuvent réduire les besoins en main-d'œuvre tout en augmentant la rentabilité des exploitations.

Dans le même temps, il a souligné que le soutien financier ne suffit pas à lui seul sans l'engagement de la communauté, l'investissement dans les compétences et la reconnaissance de la valeur générée par les agriculteurs de montagne.

Tout au long de la discussion, les intervenants ont convenu que la différenciation et les labels de qualité restaient parmi les meilleurs leviers pour améliorer la rentabilité de l'agriculture de montagne, même si ces approches nécessitent du temps, des investissements et une organisation collective. La qualité des produits, l'identité territoriale et la sensibilisation des consommateurs ont été maintes fois identifiées comme des facteurs clés permettant aux producteurs de montagne de se démarquer sur des marchés de plus en plus concurrentiels.

La table ronde a également souligné l'importance croissante de la prise en compte des services écosystémiques dans la politique agricole. Lors de la discussion avec le public, les intervenants ont fait valoir que les agriculteurs devraient être récompensés non seulement pour leur production alimentaire, mais aussi pour l'entretien des prairies, la prévention des feux de forêt, la conservation de la biodiversité et la préservation des paysages ruraux. Si de nouvelles approches visant à valoriser ces services voient le jour, les participants ont noté que les méthodologies sont encore en cours d'élaboration et doivent éviter des conséquences indésirables telles que la spéculation foncière ou l'accaparement des terres.



La discussion s'est conclue sur un message commun d'optimisme prudent. L'élevage de montagne continuera d'évoluer, en adoptant de nouvelles technologies, en s'adaptant au changement climatique et en s'adaptant à l'évolution des marchés. Cependant, son avenir à long terme dépend de politiques publiques qui reconnaissent ses contributions environnementales, économiques et sociales, soutiennent l'innovation tout en préservant la tradition, et garantissent aux éleveurs de montagne une rémunération équitable pour la valeur qu'ils créent pour la société.

Table ronde politique de haut niveau
Quelle place pour l'élevage de montagne dans la PAC post-2027 ?

La dernière journée des Assises Européennes de la Montagne s'est ouverte par les allocutions de Marie-Louise Donzel-Gonet, vice-présidente du Conseil départemental de Haute-Savoie, chargée de l'agriculture, des forêts et de l'alimentation, et de Sébastien Dubourg, conseiller régional et président de la Commission de la montagne de la région Auvergne-Rhône-Alpes.



Ils ont fait le point sur les débats qui se sont tenus tout au long des Assises et ont réaffirmé l'engagement des collectivités territoriales à soutenir les communautés de montagne et le pastoralisme. Marie-Louise Donzel-Gonet a remercié les organisateurs, les bénévoles, les agriculteurs qui avaient accueilli les participants dans leurs exploitations, ainsi que la ville de Megève pour son hospitalité. Elle a souligné que les échanges lors des ateliers, des visites de terrain et des discussions informelles avaient renforcé la confiance dans l'avenir des zones de montagne.

Sébastien Dubourg a réaffirmé le partenariat solide entre la région Auvergne-Rhône-Alpes et Euromontana, et a mis en avant le rôle central des montagnes dans l'économie, la culture et l'identité de la région. Il a souligné la contribution des agriculteurs de montagne à la production alimentaire, à la préservation de la biodiversité et à la gestion des paysages, et a présenté le plan régional en faveur de l'élevage, soutenu par des financements régionaux et européens, comme un outil essentiel pour améliorer les conditions de travail dans ce secteur. Dans la perspective de la réforme de la PAC, il a appelé à une politique plus ambitieuse qui reconnaisse pleinement les besoins spécifiques des territoires de montagne et permette aux populations de continuer à vivre et à travailler dans ces régions.

La table ronde politique de haut niveau qui a suivi a examiné comment la PAC après 2027 pourrait mieux soutenir l'élevage de montagne, garantir des revenus équitables et encourager le renouvellement générationnel. Les intervenants ont convenu que l'agriculture de montagne fournit des biens publics essentiels, notamment la souveraineté alimentaire, la conservation de la biodiversité, la gestion des paysages et la vitalité rurale, mais qu'elle nécessite une reconnaissance accrue par le biais de politiques européennes ciblées.



Dans un message vidéo, Annie Genevard, ministre française de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté alimentaire, a souligné que l'agriculture de montagne jouait un rôle central pour la sécurité alimentaire, le patrimoine culturel et la résilience environnementale de l'Europe. Elle a mis en avant les pressions croissantes auxquelles sont confrontés les jeunes agriculteurs, du changement climatique à la gestion des prédateurs, et a souligné que les zones de montagne sont des territoires vivants où se dessine l'avenir de l'Europe. Elle a réaffirmé l'engagement du gouvernement français à soutenir l'adaptation, l'innovation

et le renouvellement générationnel par le biais de politiques publiques spécifiques.



Herbert Dorfmann, député européen, membre de la commission de l'agriculture et du développement rural, a tout d'abord été interrogé sur la nouvelle structure de la PAC et sur la question de savoir si celle-ci devait être considérée comme une menace ou une opportunité. Il a fait valoir que le maintien de l'élevage dans les zones de montagne était essentiel pour éviter l'abandon des terres et préserver les paysages européens. Il a averti que la disparition du bétail entraînait une dégradation des paysages et un déclin des communautés, ce qui, à terme, renforçait la pression en faveur d'une agriculture plus intensive ailleurs.

Dans la perspective de la réforme de la PAC, il a appelé à un soutien ciblé plus fort en faveur des systèmes d'élevage de montagne, à des aides plus élevées pour les exploitations situées dans des zones soumises à des contraintes naturelles, ainsi qu'à une implication accrue des autorités régionales dans l'élaboration des plans stratégiques de la PAC. Il a souligné que les régions de montagne ne peuvent pas compter uniquement sur les décisions prises au niveau national si elles veulent que leurs besoins spécifiques soient correctement pris en compte. Il a appelé à réserver des fonds aux zones défavorisées et à préserver les compétences régionales dans l'élaboration des plans de partenariat.

En outre, il a souligné le risque que les zones de montagne ne soient pas représentées si les décisions et les pouvoirs sont confiés aux États membres au niveau national.

Dominique Fayel, vice-président d'Euromontana, président du groupe de travail « Viande bovine » du Copa-Cogeca et membre de la FNSEA, a été invité à réagir à la proposition de la Commission. Tout en rappelant l'évolution de la PAC, il a déclaré que les États membres devaient pouvoir déterminer ce qui est spécifique et nécessaire au niveau local.

Il a souligné la nécessité d'une PAC stable et dotée de moyens financiers suffisants, offrant une sécurité à long terme aux agriculteurs et aux éleveurs. Il a décrit l'élevage comme un système intégré reliant les animaux, les paysages, la gestion de l'environnement, les économies locales et les communautés rurales, ce qui rend impossible de dissocier la production agricole du territoire dans son ensemble.

Il a fait valoir que l'élevage est confronté à des défis structurels dans toute l'Europe et a appelé à une meilleure reconnaissance des services écosystémiques fournis par l'agriculture de montagne, ainsi qu'à un soutien spécifique pour les régions confrontées à des contraintes naturelles. Il a également souligné que les futures transitions environnementales doivent être élaborées avec les agriculteurs plutôt que de leur être imposées.





Représentant la Commission européenne, Gaëlle Marion, chef d'unité chargée de la durabilité environnementale à la DG AGRI, a expliqué comment la réforme proposée de la PAC vise à offrir aux États membres une plus grande flexibilité tout en renforçant le soutien aux agriculteurs exerçant leur activité dans des zones soumises à des contraintes naturelles, pratiquant l'élevage extensif et exploitant des prairies permanentes. Elle a expliqué que la nouvelle architecture politique comprend des dispositions plus strictes visant à préserver les systèmes de pâturage, à soutenir les objectifs environnementaux et climatiques, et à favoriser le renouvellement générationnel, par exemple grâce à une enveloppe budgétaire réservée de 5 % pouvant être utilisée pour l'abandon des terres. Tout en reconnaissant que les négociations sont en cours, elle a souligné que la Commission entend veiller à ce que les États membres consultent les parties prenantes lors de l'élaboration de leurs plans stratégiques et que les futures orientations encourageront une meilleure prise en compte des besoins des zones rurales et de montagne.

S'exprimant au nom des jeunes agriculteurs, Aude Geiger s'est félicitée de la reconnaissance croissante, par l'Union européenne, de l'importance du renouvellement générationnel, mais a souligné que cette ambition devait s'accompagner d'un financement spécifique. Elle a fait valoir que les jeunes qui se lancent dans l'agriculture de montagne doivent pouvoir bénéficier d'un soutien financier ciblé, d'investissements dans des infrastructures telles que les réservoirs d'eau, ainsi que de mécanismes de revenus stables qui reflètent les réalités de l'agriculture dans les territoires de montagne. Elle a également appelé à la mise en place de dispositifs de soutien récompensant les agriculteurs qui adoptent des systèmes de production durables et a reconnu qu'aucune mesure isolée ne permettrait à elle seule de résoudre les défis auxquels est confrontée la prochaine génération d'éleveurs.



Le débat avec le public a porté sur la nécessité de veiller à ce que la future PAC reconnaisse davantage la valeur des prairies permanentes et les multiples services écosystémiques fournis par l'élevage de montagne. Les intervenants se sont largement accordés sur le fait que le soutien aux pâturages de montagne devrait devenir un élément plus fort et plus cohérent de la PAC, plutôt qu'une mesure facultative laissée à l'appréciation des États membres. Les participants ont également souligné l'importance de l'approche « rural proofing » dans l'ensemble des politiques européennes afin de garantir que les besoins des régions de montagne peu peuplées soient pleinement pris en compte dans les futures propositions de financement et législatives.

La session s'est conclue sur un message commun selon lequel la PAC après 2027 représente une opportunité cruciale pour assurer l'avenir de l'élevage de montagne.

Un financement spécifique, un ciblage territorial plus précis, un soutien concret aux jeunes agriculteurs et une meilleure reconnaissance de la valeur environnementale, économique et sociale des systèmes pastoraux de montagne seront essentiels pour garantir que les régions de montagne restent des lieux dynamiques où il fait bon vivre et travailler.

Table ronde politique de haut niveau Maintenir les zones de montagne en vie : quelles politiques, à quels niveaux de gouvernance ?

La dernière table ronde a examiné comment les niveaux de gouvernance européen, national, régional et local peuvent collaborer pour garantir que les zones de montagne restent des lieux dynamiques où il fait bon vivre et travailler, en complément de la politique agricole commune. Les intervenants ont convenu que le maintien des communautés de montagne nécessite des politiques intégrées qui vont au-delà de l'agriculture pour inclure les services publics, les infrastructures, le logement, la mobilité et l'aménagement du territoire.

M. Michel Fournier, ministre délégué français chargé des Affaires rurales, a souligné que les politiques en faveur des zones de montagne devaient refléter les réalités de la vie quotidienne dans ces territoires. Interrogé sur l'interdépendance entre les zones rurales de montagne et de plaine, il a insisté sur le fait que l'accès aux soins de santé, à l'école, aux transports et aux autres services essentiels est plus difficile dans les zones de montagne et nécessite des solutions coordonnées et adaptées aux spécificités locales, plutôt que des approches uniformes.

Bien que la loi française sur la montagne offre déjà un cadre spécifique, il a fait valoir que les réformes à venir, notamment la politique agricole commune (PAC) après 2027, doivent continuer à prendre en compte les besoins spécifiques des régions de montagne. Il a souligné que les territoires ruraux devaient être valorisés non seulement pour leur population, mais aussi pour les ressources stratégiques qu'ils fournissent, notamment l'eau, les forêts, les terres agricoles et la production alimentaire. Appelant à une plus grande décentralisation, il a fait valoir que les collectivités locales et les organisations telles qu'Euromontana sont les mieux placées pour identifier les problèmes et élaborer des solutions concrètes que les gouvernements nationaux peuvent aider à mettre en œuvre. Il a reconnu la nécessité d'un pacte européen pour la montagne.



Jérémy Decerle, député européen et membre de la commission de l'agriculture et du développement rural, a fait valoir que la préservation des zones de montagne relevait à la fois de la responsabilité européenne et de la responsabilité nationale.



Si l'Union européenne doit continuer à fournir un cadre politique commun et les outils financiers nécessaires pour soutenir l'agriculture de montagne, les États membres et les régions doivent conserver une flexibilité suffisante pour adapter les mesures aux réalités locales. Il a souligné que les régions de montagne apportent des bénéficies qui s'étendent bien au-delà de leurs frontières et méritent donc un soutien européen continu. Au-delà de l'agriculture, il a souligné que le maintien de communautés de montagne viables dépend également d'investissements dans les services publics, la mobilité, la gestion de l'eau et l'accès aux infrastructures essentielles. Les régions de montagne et les îles constituent un atout non seulement pour leurs propres pays, mais aussi pour l'Europe dans son ensemble, et sans le soutien de l'UE, l'agriculture de montagne serait quasi inexistante. Mais c'est le cadre commun de la PAC qui lui confère sa force, et celle-ci doit rester une politique véritablement commune. En outre, une fois la PAC adoptée, un soutien doit également être apporté pour garantir sa mise en œuvre correcte.



Xavier Roseren, député de la 6e circonscription de Haute-Savoie et vice-président de l'Association nationale des élus de montagne, a souligné que les territoires de montagne nécessitaient des politiques conçues en fonction de leurs caractéristiques propres, notamment l'altitude, l'accessibilité et l'exposition aux risques naturels. Plutôt que d'adopter de nouvelles lois, il a estimé que les politiques publiques existantes devraient intégrer de manière plus cohérente les spécificités de la montagne dans des domaines tels que le logement, la santé et l'aménagement du territoire.

Il a également abordé le défi croissant que représente la coexistence avec les grands carnivores, soulignant que, bien que le statut de protection du loup ait évolué, de nombreux agriculteurs de montagne continuent de faire face à d'importantes difficultés, tant pratiques qu'émotionnelles, pour protéger leur bétail.



Nicolas Evrard, maire de Servoz et président du groupe de travail « Europe et international » du Comité du massif alpin, a mis l'accent sur la diversité des territoires de montagne tant en France qu'en Europe, estimant que les politiques doivent être suffisamment souples pour tenir compte des spécificités locales. Il a souligné l'importance de veiller à ce que les cadres européens, notamment l'article 174 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, se traduisent par des avantages concrets pour les communautés de montagne. L'adaptation au changement climatique, a-t-il noté, ne peut réussir que si les solutions sont conçues et mises en œuvre au niveau local, le pastoralisme restant étroitement lié à la vie sociale et économique des communes de montagne. Il a souligné la nécessité d'éviter le cloisonnement, d'améliorer la communication et de répondre aux besoins réels exprimés par les acteurs de terrain, comme l'ont démontré les visites sur le terrain.

Tout au long de la discussion, les intervenants ont souligné à plusieurs reprises

l'importance de passer des déclarations politiques à une mise en œuvre concrète. Ils ont fait valoir que l'avenir des territoires de montagne dépend d'une meilleure coordination entre les différents niveaux de gouvernance, d'une implication accrue des acteurs locaux et d'un plaidoyer continu visant à garantir que les enjeux liés à la montagne restent au cœur des débats politiques européens. Les participants ont également mis en avant la nécessité d'une coopération plus étroite entre les députés européens, les autorités régionales, les gouvernements nationaux et des organisations telles qu'Euromontana afin de faire avancer les engagements issus des Assises.

La discussion avec le public a porté sur l'amélioration du soutien apporté aux agriculteurs confrontés au changement climatique, à la pression exercée par les prédateurs et à l'incertitude économique.

Les intervenants ont plaidé en faveur d'aides au titre de la PAC qui privilégient les agriculteurs en activité plutôt que la simple propriété foncière, faisant valoir que le soutien public devrait récompenser ceux qui entretiennent les paysages de montagne et produisent de la nourriture. Ils ont également souligné que le soutien aux jeunes agriculteurs était essentiel tant pour le renouvellement générationnel que pour l'adaptation au changement climatique.

Dans ses conclusions, Michel Fournier a souligné que les communautés de montagne devaient avoir davantage voix au chapitre dans les prises de décision politiques. Il a fait valoir que les territoires ruraux ne pouvaient plus être régis par des politiques élaborées sans une compréhension suffisante de leurs réalités et a appelé à une meilleure représentation démocratique afin de garantir que la législation future reflète les besoins de ceux qui vivent et travaillent dans les zones de montagne.



Rapport des ateliers

Atelier 1

Comprendre le renouvellement générationnel et l'attractivité agricole dans les massifs européens

Co-organisé par Euromontana et la Convention alpine, cet atelier a examiné les moyens de soutenir le renouvellement générationnel dans l'agriculture de montagne, en s'appuyant sur les travaux récents du groupe de travail « Agriculture et sylviculture de montagne » de la Convention alpine. Après une introduction de Guillaume Corradino, directeur d'Euromontana, et de Thomas Bunel, secrétaire général adjoint de la Convention alpine, Giorgio Matteucci a présenté les résultats d'une enquête menée par la Convention alpine sur le renouvellement générationnel.

Ce questionnaire a permis d'obtenir un aperçu précieux de la situation dans les pays alpins et des différentes approches mises en œuvre pour favoriser le renouvellement générationnel. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les principaux défis sont communs à tous les pays (accès à la terre, qualité de vie et viabilité des exploitations agricoles). Toutefois, le contexte et les besoins spécifiques varient considérablement d'un pays à l'autre, voire d'une région à l'autre.

Points clés

Pratiques innovantes

Pratiques innovantes

Plusieurs mesures politiques prometteuses et pratiques innovantes ont été mises en avant, notamment des services de conseil, un soutien ciblé aux jeunes agriculteurs, des programmes de formation et des initiatives menées à l'échelle locale. La promotion de ces expériences et la facilitation de l'échange de bonnes pratiques entre les pays sont essentielles pour améliorer l'efficacité des initiatives de renouvellement générationnel dans toute la région alpine et dans d'autres régions de montagne.

Succession agricole

Le message principal était clair : le renouvellement générationnel ne peut se réduire à la succession agricole. Il s'agit d'une transition systémique. Les jeunes ne se lanceront pas dans l'agriculture de montagne ni ne s'y maintiendront si les exploitations ne sont pas économiquement viables, socialement attractives et ancrées dans des zones de montagne où il est possible de construire une vie. Cela nécessite des mesures non seulement dans le domaine de l'agriculture, mais aussi en matière de foncier, de formation, de services, de logement, d'infrastructures, d'accompagnement et de développement territorial. Les participants ont souligné que la succession devait être anticipée bien plus tôt. Préparer les agriculteurs sortants est tout aussi important que d'accompagner les nouveaux arrivants, en particulier lorsque la transmission s'effectue en dehors de la famille. La succession implique la confiance, le transfert de savoir-faire, l'attachement affectif à l'exploitation et l'intégration au sein de la communauté locale. Les plateformes de mise en relation, les services de conseil, les programmes de mentorat et un suivi régulier entre les agriculteurs sortants et entrants ont été identifiés comme des outils utiles.





La charge de travail s'est révélée être l'un des principaux freins à l'attractivité du secteur. L'élevage en montagne est encore trop souvent associé à des sacrifices personnels, alors que les jeunes attendent un revenu décent, une reconnaissance et un équilibre de vie meilleur. Les modèles collectifs, tels que les exploitations en groupe, les groupements d'éleveurs et les coopératives, peuvent contribuer à répartir les responsabilités, mais nécessitent une gestion et une formation adéquates. D'autres modes de travail innovants, notamment les outils de suivi et les applications numériques, peuvent également alléger la charge de travail s'ils sont adaptés aux réalités de la montagne.

Points clés

Accès à la terre

L'accès à la terre, au capital et au financement reste un obstacle majeur, en particulier pour les nouveaux arrivants issus de milieux non agricoles. Les coûts d'installation élevés, le morcellement foncier, la concurrence pour l'accès aux ressources et la complexité administrative peuvent décourager les nouveaux arrivants. Les participants ont appelé à la mise en place de formations à long terme, de stages pratiques, d'un accompagnement par des tuteurs et d'un soutien spécifique pour la succession hors cadre familial.

Viabilité économique

La viabilité économique était étroitement liée à la diversification et à la reconnaissance des biens publics. Les chaînes de valeur locales, la transformation et la commercialisation collectives, la vente directe, le tourisme et l'agriculture multifonctionnelle peuvent renforcer la résilience. Les participants ont aussi souligné que les agriculteurs et les éleveurs de montagne fournissent de la nourriture, préservent les paysages, favorisent la biodiversité et contribuent à la sécurité alimentaire. Ces services devraient être reconnus et rémunérés dans le cadre du modèle économique.

Attractivité

L'atelier a souligné que le renouvellement générationnel dépendait de l'attractivité globale des zones de montagne. Le logement, l'accueil des enfants, les écoles, les soins de santé, les transports, la connectivité numérique, la vie sociale et les opportunités d'emploi pour les conjoints et les familles sont autant de facteurs décisifs. Les participants ont appelé à la réalisation de diagnostics territoriaux élaborés au niveau local et partagés entre les différents niveaux de gouvernance, afin de déboucher sur des politiques intégrées.

L'atelier a conclu que les politiques futures devaient aller au-delà de mesures ponctuelles en faveur des jeunes agriculteurs. Le renouvellement générationnel dans l'agriculture de montagne nécessite un accompagnement coordonné tout au long du cycle de vie de l'exploitation : planification précoce de la succession, accès à la terre et au financement, formation, services de conseil, organisation collective, rémunération équitable, innovations adaptées et conditions de vie attractives dans les zones de montagne.

Atelier 2

Améliorer les conditions de vie et de travail

L'atelier a examiné comment l'accès aux services, le soutien au développement rural et des conditions de vie et de travail décentes influencent l'attractivité et la viabilité à long terme de l'élevage en montagne.

La session s'est ouverte par une présentation de Gabriele Barichello (responsable du département juridique et du travail de la Fédération de coopération du Trentin), qui a partagé l'expérience du modèle de coopérative laitière dans la province autonome de Trente. Sa présentation s'est concentrée sur deux défis majeurs affectant l'élevage de montagne : la pénurie de main-d'œuvre et le renouvellement générationnel, ainsi que la charge de travail importante liée aux activités agricoles tout au long de l'année. Ces défis sont aggravés par les contraintes structurelles de l'agriculture de montagne, notamment la difficulté du terrain, les coûts de production élevés et les impacts du changement climatique, entre autres.

Il a présenté le modèle coopératif comme une réponse possible à ces défis. Grâce aux coopératives, les agriculteurs peuvent valoriser les produits de montagne, accéder plus facilement aux marchés, partager leurs ressources et améliorer la situation économique de leurs exploitations. Cette approche contribue à améliorer les conditions de travail et rend le métier plus attractif pour les jeunes.

Points clés

Le logement : un enjeu qui dépasse le cadre de l'exploitation agricole

Au cours de la discussion, les participants ont convenu que les conditions de vie et de travail ne dépendent pas uniquement du contexte au sein de l'exploitation. L'un des principaux défis mis en avant par les participants concernait le logement. Dans de nombreuses zones montagneuses, trouver des logements abordables et adaptés aux agriculteurs et à leurs familles est rare. Les mauvaises conditions de logement, le manque de logements dans les zones isolées et l'absence d'installations adaptées aux bergers nuisent aux conditions de travail et de vie. Les participants ont souligné la nécessité d'une coopération renforcée avec les communes, d'un soutien public accru à la rénovation des logements et de la recherche de solutions adaptées aux besoins des agriculteurs.

Défis des zones de montagne

Les participants ont également abordé d'autres défis liés aux territoires de montagne, notamment l'accès à la terre et la gestion des ressources communes. Ils ont souligné que les alpages constituent des ressources partagées qui profitent à l'ensemble de la société en soutenant la production alimentaire, en protégeant la biodiversité et en préservant les paysages de montagne. Dans le même temps, les participants ont insisté sur le fait que le travail des agriculteurs dans la gestion de ces paysages n'est ni pleinement reconnu ni suffisamment soutenu. Des inquiétudes ont également été exprimées concernant la concurrence croissante avec d'autres activités pour l'utilisation des terres.



En résumé, les débats ont mis en évidence que l'amélioration des conditions de vie et de travail des éleveurs de montagne passe par des mesures dans plusieurs domaines, notamment un meilleur accès au logement et aux services, un soutien aux jeunes agriculteurs, une meilleure reconnaissance du rôle de l'élevage pastoral, une coopération renforcée entre les agriculteurs et des politiques adaptées aux besoins spécifiques des communautés de montagne.

Atelier 3

Biodiversité, prairies et résilience climatique dans les systèmes d'élevage de montagne

L'atelier a permis d'examiner le rôle de l'élevage extensif dans la préservation de la biodiversité, la conservation des paysages de montagne et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Grâce aux contributions de la Commission européenne, de l'ERSAF (Italie) et de la HAZI (Pays basque), les participants ont analysé les raisons pour lesquelles les systèmes de pâturage de montagne restent menacés malgré leurs avantages environnementaux et sociétaux.

Les interventions ont mis en lumière à la fois les défis structurels auxquels sont confrontées les prairies européennes et des exemples concrets démontrant que le pâturage extensif peut à la fois favoriser la préservation de la biodiversité, les services écosystémiques et une production agricole viable, lorsque les conditions de gouvernance et les conditions territoriales appropriées sont réunies.

Points clés

Dynamique des prairies et du bétail

Sabrina Kogler (DG AGRI, Commission européenne) a ouvert le débat en présentant les principales conclusions de la note d'analyse intitulée « Dynamique des prairies et de l'élevage ». Elle a exposé les tendances structurelles affectant les prairies européennes, en soulignant les pressions croissantes qui pèsent sur les systèmes d'élevage extensifs, notamment l'abandon des terres, le changement climatique et les défis socio-économiques. Sa présentation a également abordé les enjeux politiques actuels et les défis futurs pour assurer la pérennité des prairies de montagne. Irene Benedetti (ERSAF, Italie) a présenté des exemples concrets tirés de projets de pâturage en montagne, démontrant comment les systèmes d'élevage extensifs peuvent à la fois favoriser la conservation de la biodiversité, la résilience climatique et une production agricole viable. Elle a mis en avant des outils opérationnels tels que les plans de pâturage, a abordé les facteurs permettant une mise en œuvre réussie et a réfléchi aux obstacles qui empêchent souvent les objectifs de la politique environnementale de se traduire par des actions efficaces sur le terrain. José María Fernández García (HAZI, Pays basque) a partagé des expériences menées au Pays basque, illustrant comment les systèmes de pâturage de montagne peuvent allier agriculture productive à la restauration des écosystèmes et à la protection de la biodiversité. Sa présentation s'est concentrée sur la gouvernance territoriale, les approches de suivi et les mécanismes de collaboration qui font le succès de ces systèmes intégrés, tout en soulignant l'importance d'un soutien à long terme, du transfert de connaissances et d'un engagement continu auprès des agriculteurs.

La discussion interactive a invité les participants à identifier les domaines dans lesquels les objectifs politiques ne se traduisent pas dans la pratique et à réfléchir aux obstacles qui empêchent les approches de gestion éprouvées de se généraliser dans les régions de montagne européennes. Les idées clés suivantes sont ressorties de la discussion.





Renforcer le soutien à long terme au pastoralisme de montagne : les participants ont souligné que l'élevage extensif apporte des biens publics bien au-delà de la production alimentaire, notamment la conservation de la biodiversité, la prévention des feux de forêt, le stockage du carbone et la gestion des paysages. Cependant, les financements existants restent fragmentés et souvent trop axés sur le court terme pour garantir l'avenir des systèmes pastoraux. Plusieurs participants ont fait valoir que la préservation des prairies de montagne devrait devenir une priorité politique plus forte, tant au niveau national qu'européen. Le financement public seul pourrait ne pas suffire, et des mécanismes de financement innovants impliquant des acteurs privés pourraient compléter les instruments existants de la PAC. Des investissements à long terme sont nécessaires pour assurer la continuité, plutôt que de s'appuyer uniquement sur des cycles de projets courts.

Points clés

Adaptation aux réalités montagneuses

Les participants ont mis en évidence que de nombreux instruments politiques ne reflètent pas pleinement la diversité des territoires de montagne. Les participants ont souligné la plus grande vulnérabilité de l'agriculture de montagne face à l'abandon des terres, au changement climatique, à la prédation et au déclin démographique, alors que les revenus agricoles restent nettement inférieurs à ceux des plaines. Des exemples tels que les zones humides alpines ont illustré la difficulté d'appliquer des critères d'éligibilité uniformes à l'échelle européenne. Les participants ont appelé à des approches davantage ancrées dans le territoire, qui tiennent compte des conditions écologiques locales tout en préservant la cohérence des objectifs européens. Une meilleure adaptation territoriale permettrait d'améliorer à la fois les résultats environnementaux et la viabilité des systèmes d'élevage de montagne.

Améliorer le suivi

Des données locales fiables ont été à plusieurs reprises citées comme essentielles pour élaborer des politiques efficaces et démontrer la valeur des systèmes de pâturage extensif. Si le suivi mené à l'échelle européenne met en évidence des tendances importantes, les participants ont fait remarquer qu'il ne reflétait souvent pas les réalités locales ni les différences territoriales. Les intervenants ont souligné qu'un meilleur suivi devrait non seulement recueillir des indicateurs écologiques, mais aussi évaluer les impacts à long terme des pratiques de gestion. Le renforcement des données factuelles au niveau régional contribuerait à justifier de futurs ajustements politiques et fournirait des arguments plus solides en faveur de la poursuite des investissements dans les prairies de montagne.



Combler le fossé entre les connaissances scientifiques et leur mise en œuvre pratique : bien qu'il existe déjà de nombreuses méthodologies, plans de pâturage et approches axées sur les services écosystémiques, les participants ont convenu qu'ils n'étaient pas encore largement mis en œuvre dans la pratique agricole. Plusieurs intervenants ont souligné l'importance de traduire les connaissances scientifiques en conseils pratiques que les agriculteurs, les conseillers et les citoyens puissent facilement comprendre. Les réseaux existants, notamment le Réseau européen de la PAC, offrent de précieuses opportunités d'échange d'expériences, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour organiser, diffuser et adapter les connaissances aux différents contextes régionaux.

Concilier harmonisation et flexibilité territoriale : Les débats ont mis en évidence la nécessité de définir des objectifs européens communs, tout en reconnaissant qu'une solution unique ne saurait répondre à la diversité des régions de montagne. La réussite des systèmes de pâturage dépend des dispositifs de gouvernance locaux, des conditions écologiques et des contextes socio-économiques. Les participants ont conclu que les politiques européennes devaient fixer des objectifs communs tout en laissant aux autorités régionales une flexibilité suffisante pour adapter leur mise en œuvre aux besoins locaux. Cette approche territoriale a été jugée essentielle pour concilier la conservation de la biodiversité, la production agricole et le développement rural dans l'ensemble des zones de montagne européennes.

En conclusion, l'atelier a confirmé un large consensus sur le fait que l'élevage extensif reste indispensable au maintien d'écosystèmes de montagne sains et de communautés rurales dynamiques. Cependant, des écarts importants persistent entre les ambitions politiques et leur mise en œuvre sur le terrain. Ces échanges ont mis en évidence l'intérêt de réunir des décideurs politiques, des chercheurs et des professionnels afin de créer des boucles de rétroaction entre l'expérience de terrain et l'élaboration des politiques, garantissant ainsi que les futures mesures de soutien soient à la fois efficaces sur le plan environnemental et viables sur le plan économique pour l'élevage de montagne.

Atelier 4

Accès au foncier, au financement et aux structures d'accompagnement : lever les obstacles à l'installation

Points clés

L'atelier a permis d'évaluer les obstacles à l'accès à la terre et au financement de démarrage pour les nouveaux éleveurs, ainsi que le rôle des structures d'appui collectives et les outils politiques pertinents, à travers deux présentations venues de France, suivies de questions du public et d'une discussion. Dans son introduction, Euromontana a mis en évidence les principaux défis, notamment la perte d'accès aux ressources et de mobilité due à la concurrence foncière, à la fragmentation, à la privatisation, à la disparition des biens communs et à l'abandon des terres, autant de facteurs qui sapent la résilience des systèmes pastoraux et accroissent leur exposition à des risques tels que le changement climatique et les vulnérabilités économiques.

Outils de gestion collective des terres.

Bruno Caraguel (Alpages 38) a ouvert les présentations en donnant un aperçu des outils de gestion collective des terres en France, définissant les « terres pastorales » autour de deux piliers : les activités pastorales (le pâturage étant reconnu d'intérêt général en vertu de la législation rurale française) et les espaces pastoraux (des zones essentiellement naturelles présentant des enjeux d'intérêt général tels que l'eau, la biodiversité et le patrimoine).

Il a fait remonter cette approche à la loi française de 1972 sur le pastoralisme, qui a introduit trois outils : les Associations foncières pastorales (regroupant des propriétaires fonciers morcelés pour confier les pâturages aux éleveurs), les Groupements pastoraux (associations d'éleveurs agréées par l'État, dotées d'une comptabilité commune et ayant accès aux aides) et les Conventions pluriannuelles de pâturage (accords de pâturage pluriannuels contournant les baux ruraux classiques).



Bruno a mis en balance les atouts de l'installation agro-pastorale (pertinence, faible investissement de départ, impact environnemental réduit, services à la société) et ses contraintes (faible valeur ajoutée économique, prédation, difficultés de la vie familiale, changement climatique, perceptions négatives de la société, contraintes liées à la réglementation du travail), qu'il a résumés ainsi : « la fierté de servir l'intérêt général » contre « les exigences contradictoires imposées par l'intérêt général ».

Il a souligné que le soutien public (aides à l'investissement, paiements environnementaux du MAEC) est utile, mais que les dispositifs basés sur la présence, tels que les paiements directs du DPB, peuvent s'avérer contre-productifs, car ils pénalisent les nouveaux arrivants et les jeunes animaux dans les systèmes agro-pastoraux. Il a conclu en soulignant que l'action collective est essentielle dans le pastoralisme, compte tenu de l'abondance des ressources, de la multiplicité des enjeux, des risques et de l'évolution des opinions sociétales, et qu'il est difficile, voire impossible, d'agir seul. Il a donc appelé à la mise en place de politiques publiques spécifiques pour aider à structurer et à soutenir les collectifs.

Points clés

Outils financiers et de transition : le point de vue du secteur bancaire

Jean-Pierre Touzet (Crédit Agricole) a présenté les solutions de financement proposées par la banque pour aider les agriculteurs à relever les défis liés à l'adaptation et au développement, en soulignant les pressions structurelles : la moitié des agriculteurs français prendront leur retraite d'ici 2030, la production agricole est de plus en plus polarisée et la concurrence bancaire s'intensifie. Le Crédit Agricole se positionne comme la banque de référence pour l'agriculture (81 % de pénétration, 69,5 % de part de marché, 51,6 milliards d'euros d'encours de crédit). Pour répondre à des besoins d'investissement estimés à 8,4 milliards d'euros et à des besoins annuels de soutien de 3 milliards d'euros, la banque a segmenté son offre autour de l'installation, de l'investissement/soutien et de la gestion de crise, avec notamment un prêt à taux zéro (PTZ) pour l'installation, de nouveaux financements de type quasi-fonds propres, des garanties élargies, des outils de financement des machines et de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des options de remboursement flexibles intégrées à tous les produits de crédit, parallèlement à des prêts structurels garantis par l'État et à un réseau de 2 500 conseillers. Il a conclu en soulignant que l'assurance et la succession agricole constituaient des domaines à fort potentiel inexploité, compte tenu des volumes importants de terres et d'exploitations agricoles qui changent de mains chaque année.



Questions, discussion et conclusions

La discussion avec le public s'est articulée autour de plusieurs thèmes récurrents : tout d'abord, la nature particulière de l'accès à la terre dans le cadre de l'élevage pastoral, où la terre n'est pas un actif fixe mais est liée aux déplacements saisonniers, en altitude l'été, en plaine l'hiver, et souvent partagée entre de nombreux éleveurs qui gèrent ensemble leurs troupeaux. Les participants ont mis en avant des solutions concrètes qui voient déjà le jour, comme en Savoie, où des terres qui n'étaient auparavant jamais louées sont désormais mises en valeur grâce à des démarches collectives permettant de partager les terres, les coûts et la gestion. Pourtant, de réelles contradictions persistent, notamment le fait que les éleveurs doivent s'adapter au changement climatique, alors que les outils de financement n'ont pas suivi, ce qui oblige souvent l'éleveur à assumer seul l'intégralité des risques.

La question financière est apparue comme un obstacle majeur, les calculs relatifs aux aides étant jugés trop complexes et les outils de la PAC ne correspondant pas toujours aux réalités de la montagne, ce qui souligne la nécessité de disposer d'instruments financiers plus souples, notamment de garanties européennes spécialement conçues pour l'agriculture de montagne dans le cadre de la PAC post-2027. Derrière cela se cache la reconnaissance des avantages que présente l'élevage de montagne pour l'intérêt général, en fournissant des biens publics tels que la préservation des paysages, la biodiversité et la prévention des incendies, et la nécessité pour les politiques et les financements de refléter de manière adéquate ces enjeux – un message clé de la Déclaration de Sallanches. L'importance de la collaboration sociale, de la participation à tous les niveaux de la chaîne de valeur agricole, ainsi que la nécessité d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, ont constitué les principales conclusions. Le message final de l'atelier était clair : des solutions locales existent déjà, et ce qu'il faut désormais, c'est la volonté politique et financière de les soutenir ensemble.

biodiversité, la production agricole et le développement rural dans l'ensemble des zones de montagne européennes.

Atelier 5

Quel potentiel pour l'innovation technologique ?

Points clés

L'atelier a permis d'évaluer la valeur ajoutée de l'innovation technologique en matière de productivité, de résilience et de services écosystémiques dans les zones de montagne, grâce au partage des meilleures pratiques par trois intervenants, avant d'ouvrir le débat au public sur le potentiel, l'accessibilité, les risques et les solutions liés à l'innovation technologique pour l'élevage extensif en zone de montagne. Euromontana a ouvert l'atelier par une introduction soulignant que la numérisation peut améliorer l'efficacité et réduire les coûts de production dans les conditions défavorables des zones de montagne lorsque les circonstances le permettent, à condition que les investissements s'accompagnent d'une mise à niveau des compétences numériques et d'un environnement favorable suffisant aux niveaux européen et national. Euromontana a souligné qu'il n'existe pas de solution universelle, car les défis restent propres à chaque contexte.



Gestion agricole totale (TAM), Calabre

Mario Grillo (vice-président d'Euromontana, CIA–Agricoltori Italiani) a présené l'initative TAM (Total Agri Management), une plateforme italienne et d'intelligence artificielle (IA) conçue pour soutenir l'élevage extensif dans les régions montagneuses.

TAM aide à relever des défis tels que l'éloignement géographique, la pénurie de main-d'œuvre, les marges bénéficiaires serrées et les problèmes liés à la coexistence avec le climat et la faune sauvage. Pour ce faire, elle intègre des capteurs de terrain, une collecte sécurisée des données dans le cloud de l'UE, des alertes basées sur l'IA et un accès multi-appareils à travers neuf modules (étables, pâturages, traite, HACCP, sécurité, RH, unités IoT, commande vocale, traçabilité), comprenant notamment des capteurs de santé sous forme de bolus ruminaux et des drones autonomes ou des « chiens de berger » robotisés.

Parmi les avantages signalés figurent une réduction de 30 % des pertes d'animaux, une couverture 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, des gains d'efficacité, la conformité au RGPD et un soutien aux zones rurales. TAM est un modèle de coopération évolutif, dont la feuille de route prévoit de passer de projets pilotes en 2026 à un réseau paneuropéen d'ici 2027.

Projet INNOAlm, Tyrol du Sud

Astrid Weiss (Südtiroler Bauernbund) a ensuite présenté INNOAlm, un projet d'une durée de 30 mois et d'un montant de 280 000 €, financé par la PAC (mai 2025 – octobre 2027), impliquant 5 agriculteurs, 2 instituts de recherche et 2 partenaires de conseil, visant à valider des mesures numériques pour la gestion des alpages sur une superficie de 72 756 hectares nets dans le Tyrol du Sud.

L'objectif du projet est d'assurer la pérennité des alpages à long terme en améliorant la gestion des troupeaux, la santé animale et la couverture réseau. Cette initiative trouve son origine dans une enquête du WIFO de 2023, qui a montré que les agriculteurs exploitent les alpages principalement pour des raisons non économiques, tout en étant confrontés à des défis tels que la prédation, l'entretien des clôtures et les conflits avec les randonneurs et les cyclistes, la santé animale étant un enjeu souvent négligé.

Le projet teste des traceurs GPS, des drones, des données satellitaires, des clôtures virtuelles et des bolus ruménaux. Il a déjà achevé l'étalonnage des traceurs, les comparaisons et la planification du réseau, et poursuit actuellement des entretiens, des recherches juridiques, l'installation d'antennes et le développement d'une application. Les prochaines étapes prévoient des essais sur le terrain, une visite d'étude en Styrie et l'élaboration d'un plan de pâturage numérique.





Points clés

Innovation technologique dans la région alpine

Innovation technologique dans la région alpine
Giorgio Matteuci a ensuite présenté les conclusions de l'atelier des Assises alpines qui a eu lieu en mai 2026 sur le thème « Agriculture 4.0 et sylviculture adaptée au changement climatique », abordant les outils de surveillance forestière et d'adaptation au changement climatique, ainsi que l'agriculture numérique et les systèmes collaboratifs. Les conclusions ont souligné que les technologies de surveillance offrent des informations précieuses mais se heurtent à des défis en matière d'harmonisation des données et de déploiement, tandis que leur adoption dépend de leur accessibilité financière, de la confiance, des compétences et de la réglementation ; la collaboration reste essentielle à la résilience et à l'engagement des jeunes. L'atelier a identifié des défis transversaux (fragmentation des données, incertitude climatique, lacunes réglementaires, coûts, mise à l'échelle) et a formulé cinq recommandations politiques, notamment : une infrastructure interopérable, le partage transnational des connaissances, un financement innovant des services écosystémiques, une gouvernance inclusive et une adoption plus forte de l'innovation.

Questions, débat et conclusions

Les questions et les discussions menées lors de l'atelier ont porté sur plusieurs thèmes récurrents : l'importance d'ancrer l'innovation numérique dans des projets concrets et des systèmes intégrés plutôt que dans des outils isolés, ainsi que la prise de conscience que la collaboration sociale revêt autant d'importance que la technologie elle-même. Les participants ont évoqué l'idée d'un réseau à l'échelle de l'Union européenne visant à relier les projets technologiques dans les différentes régions montagneuses d'Europe, tout en soulignant que les coûts et l'accessibilité financière constituaient des obstacles persistants à l'adoption de ces technologies. La discussion a porté sur ce à quoi pourrait et devrait ressembler le profil de l'« agriculteur du futur », parallèlement à des questions urgentes relatives à la gouvernance des données, telles que l'identité de ceux qui gèrent et contrôlent les données agricoles, ainsi que la question plus large de l'acceptation par les professionnels de différentes tranches d'âge. Derrière tout cela se cachait un débat éthique et philosophique sur le rôle de la technologie dans l'agriculture de montagne de manière plus générale, avec des implications importantes pour l'avenir de l'élevage extensif dans les zones de montagne.

Atelier 6

Viabilité économique en pratique : structurer et développer les chaînes de valeur de l'élevage

Cet atelier a exploré des moyens concrets de renforcer la viabilité économique et la résilience de l'élevage de montagne. Animée par Guillaume Corradino et Valentine Neirinck-Fauvelle, la session a combiné deux exposés introductifs avec des discussions autour de deux tables thématiques : l'une consacrée aux labels, aux référentiels de qualité et à la valorisation des produits, et l'autre aux filières secondaires et à la pluriactivité.

Stéphane Joandel, de l'Association Altitude, a présenté les efforts déployés pour relancer et étendre l'utilisation de la mention facultative de qualité « produit de montagne » en France. Alors que de nombreux produits de montagne sont commercialisés sans aucun signe de qualité spécifique, l'Association vise à donner une plus grande visibilité collective à la production de montagne dans différents secteurs agricoles. Une enquête auprès des consommateurs présentée lors de l'atelier a mis en évidence un potentiel significatif : les produits portant la mention « de montagne » suscitaient des intentions d'achat plus fortes et une valeur perçue plus élevée, les consommateurs jugeant acceptables des prix supérieurs de 13 % à 15 % à ceux de produits conventionnels comparables.

Dans le même temps, la notoriété de cette mention reste limitée et les consommateurs ne saisissent pas encore clairement ce qu'elle garantit. La présentation a donc mis en avant à la fois le potentiel commercial de l'identité montagnarde et la nécessité d'une communication crédible, d'une promotion collective et d'une meilleure reconnaissance par le public.

Athanasios Ragkos, de l'ELGO-DIMITRA, a présenté une étude sur les performances socio-économiques des systèmes pastoraux, réalisée à partir de 76 exploitations réparties dans sept pays. Son analyse a remis en cause les idées reçues selon lesquelles les exploitations pastorales seraient nécessairement improductives ou non viables sur le plan économique. Les résultats ont montré une grande diversité entre les systèmes de production et ont confirmé que la taille de l'exploitation ou l'intensité de production ne déterminent pas à elles seules la viabilité. La résilience économique peut au contraire dépendre d'une combinaison de facteurs tels que l'utilisation des pâturages, la gestion des coûts, la diversification, la certification, la transformation locale, la coopération et les nouvelles activités. La présentation a également mis en évidence les opportunités liées aux nouveaux produits pastoraux, à l'agrotourisme, aux services écosystémiques, à l'innovation technologique et à la valorisation des ressources sous-utilisées et des coproduits.

Chaînes de valeur secondaires et pluriactivité

La discussion s'est largement concentrée sur la laine. Les participants ont souligné que la laine devait être considérée comme un coproduit plutôt que comme un déchet, mais que sa valorisation restait entravée par la fragmentation des chaînes de valeur, les faibles volumes et le manque d'installations locales de lavage et de transformation. Les initiatives visant à relancer la filature et le tissage présentent un certain potentiel, mais révèlent également la complexité de l'adéquation entre les différentes qualités de laine et races ovines et les marchés appropriés. Un risque est le développement de nouveaux débouchés qui finiraient par dépendre de la laine importée plutôt que de renforcer la production locale.

Le message clé était que, pour réussir, la valorisation nécessite une organisation collective et une évaluation complète des exigences et des externalités liées à la mise en place de nouvelles chaînes de valeur, afin de garantir une véritable viabilité économique et d'éviter toute forme de désadaptation économique. Les éleveurs individuels produisent rarement des volumes suffisants ou disposent du temps et de l'expertise nécessaires pour développer seuls de nouveaux marchés. Les coopératives, les organisations de producteurs et d'autres structures collectives peuvent apporter leur aide en matière de collecte, de tri, de traçabilité, de transformation et de développement des marchés.

Les participants ont également souligné l'importance de viser des utilisations à plus forte valeur ajoutée, plutôt que des applications telles que les engrais ou les granulés, qui peuvent générer un rendement trop faible pour les éleveurs, ou des applications nécessitant d'énormes quantités de ressources.



Les activités multiples et l'agrotourisme ont également été évoqués comme sources potentielles de revenus supplémentaires. Les participants ont toutefois souligné que la diversification devait rester une opportunité plutôt que de devenir une nécessité pour la viabilité économique de chaque exploitation. L'agrotourisme exige des compétences spécifiques, des investissements, une formation et une professionnalisation, et les retombées financières ne sont pas garanties. La coopération entre les éleveurs et les opérateurs touristiques peut donc parfois s'avérer plus réaliste que d'attendre des agriculteurs qu'ils développent et gèrent eux-mêmes des activités touristiques. Plus généralement, les participants ont appelé à un meilleur travail en réseau et à une meilleure formation afin d'aider les agriculteurs à aller au-delà de la production primaire et à tirer davantage de valeur des produits, services et expériences liés à l'élevage de montagne.

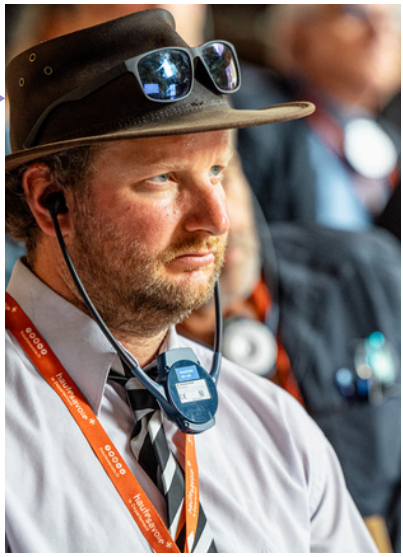
En ce qui concerne la table ronde sur l'étiquetage, les participants ont discuté des opportunités et des limites de l'étiquetage des produits en tant qu'outil permettant d'améliorer la viabilité économique de l'agriculture de montagne. Les échanges ont mis en évidence l'importance de garantir une rémunération équitable aux producteurs, d'améliorer la compréhension des produits de montagne par les consommateurs et d'adapter les systèmes de qualité aux défis futurs, en particulier le changement climatique.

Un représentant d'un producteur de reblochon a présenté une initiative inspirée du modèle français « C'est qui le Patron ? ! », qui vise à garantir une rémunération équitable aux agriculteurs grâce à une plus grande transparence des prix. Cette initiative rassemble 75 producteurs du Pays du Mont-Blanc et indique clairement aux consommateurs quelle part du prix de vente final revient à l'agriculteur. Les participants ont souligné que, pour que l'agriculture de montagne devienne moins dépendante des subventions publiques, les produits doivent générer une valeur ajoutée suffisante sur le marché, avec des prix reflétant le coût réel de production.

La discussion a également porté sur le rôle des labels de qualité, en particulier les appellations d'origine protégées (AOP). Les représentants de l'INAO ont fait remarquer que la valeur marchande plus élevée du lait produit en Savoie et en Franche-Comté s'explique en grande partie par les cahiers des charges exigeants liés aux AOP, qui entraînent des coûts de production supplémentaires. Cependant, les participants ont reconnu que le nombre croissant de labels peut semer la confusion chez les consommateurs et réduire l'efficacité de la communication sur la qualité.

Différenciation des produits

Plusieurs exemples ont illustré la diversité des approches en matière de différenciation des produits. Des représentants des Chambres d'agriculture de Savoie ont présenté des initiatives telles que la certification du « lait de foin », tandis que des participants des Hautes-Alpes se sont interrogés sur la nécessité systématique de cahiers des charges officiels ou sur la possibilité pour des produits différenciés au niveau local, sans label officiel, de connaître également le succès. Les expériences partagées par le secteur du porc de montagne ont montré que le simple fait d'ajouter de nouvelles exigences au cahier des charges d'un produit n'entraîne pas automatiquement une augmentation de sa valeur. Les initiatives couronnées de succès alliaient un marketing solide, une identité produit claire et des normes de production bien conçues. Un thème récurrent tout au long de la discussion a été le fossé entre les consommateurs et les réalités agricoles. Les participants ont souligné qu'il restait essentiel d'améliorer les connaissances des consommateurs pour communiquer la valeur ajoutée des produits de montagne et justifier des prix plus élevés liés à des méthodes de production durables.



Adaptation au changement climatique

Ce sujet s'est imposé comme un défi majeur pour les référentiels de qualité. Les participants se sont interrogés sur la manière dont les cahiers des charges de production peuvent rester suffisamment rigoureux pour préserver l'identité des produits, tout en permettant aux agriculteurs de s'adapter à des sécheresses de plus en plus fréquentes et à d'autres phénomènes climatiques extrêmes. Les expériences des secteurs du Comté et du Salers ont illustré la tension entre le maintien des règles de production traditionnelles et la garantie de la résilience des systèmes agricoles dans des circonstances exceptionnelles. La table ronde a conclu que les futurs systèmes de qualité devraient préserver leurs normes élevées tout en intégrant une plus grande flexibilité pour faire face aux perturbations liées au climat. Les participants ont suggéré que les cahiers des charges pourraient inclure des mesures d'adaptation prédéfinies, applicables lors d'événements exceptionnels, permettant ainsi aux producteurs de rester en conformité sans compromettre l'intégrité du produit ni sa résilience à long terme.

L'atelier a conclu qu'il n'existe pas de voie unique vers une meilleure viabilité économique. Les exploitations d'élevage de montagne présentent de grandes disparités en termes de modèles de production, de ressources et de contextes locaux, et les solutions doivent tenir compte de cette diversité. Néanmoins, plusieurs facteurs communs ont été mis en évidence : la nécessité de valoriser davantage les produits de montagne, de renforcer l'organisation collective, de développer des capacités de transformation adaptées, de soutenir la diversification lorsque cela est pertinent, et de veiller à ce que toute valeur ajoutée générée profite en fin de compte aux agriculteurs.

Les débats ont également mis en évidence un message plus général : le pastoralisme et l'élevage de montagne ne sont pas des systèmes de production figés. Ils évoluent, s'adaptent et sont capables d'innovation. Les politiques publiques et les acteurs de la chaîne de valeur devraient donc créer les conditions propices à l'émergence de nouveaux produits, d'activités et de formes de coopération, tout en préservant les caractéristiques qui font la spécificité et la valeur de l'agriculture de montagne.

Atelier 7

L'élevage extensif comme activité territoriale : interactions avec le tourisme, la nature et l'énergie

L'atelier a examiné comment l'élevage extensif peut coexister avec d'autres utilisations des territoires de montagne, notamment le tourisme, la protection de la nature et la production d'énergie. Les discussions ont porté sur les défis liés à l'utilisation multiple des ressources de montagne, sur des exemples de bonnes pratiques et sur le rôle de la gouvernance territoriale dans la recherche de solutions équilibrées.

L'atelier a débuté par deux présentations inspirantes destinées à donner le ton et à fournir aux participants un cadre de référence pour la discussion interactive.

Tout d'abord, Lauren Mosdale (codirectrice de CIPRA France) a présenté le projet « Pastoralisme × Tourisme », qui vise à renforcer la coopération entre les territoires alpins par le partage d'expériences, l'élaboration de perspectives communes et l'amélioration de la collaboration entre les parties prenantes.

Ce projet s'attache à améliorer la coexistence et la compréhension mutuelle entre les activités pastorales et le tourisme de plein air. Lauren a souligné l'importance de la gouvernance locale, des espaces de dialogue, de la médiation et de la sensibilisation pour gérer les espaces montagnards partagés et anticiper les tensions futures.



La deuxième intervention a élargi la perspective au-delà du contexte français et nous a fait prendre conscience que les bergers de toute l'Europe sont confrontés à des défis similaires, mais ne disposent pas tous des mêmes moyens pour y faire face. Martine Wolff (éco-anthropologue à l'Université Paul Valéry de Montpellier) a apporté un éclairage très intéressant en présentant la situation en Albanie. Son intervention a mis l'accent sur les conditions de vie précaires des bergers en Albanie, où le pastoralisme est en concurrence avec l'hydroélectricité, l'énergie solaire, le développement touristique, les activités de loisirs et l'agriculture intensive. Elle a souligné que les communautés de bergers, malgré leur rôle crucial, restent largement invisibles dans la législation et les politiques, et sont confrontées à des violations systémiques de leurs droits fondamentaux.

À l'issue des présentations, les participants ont été invités à débattre de la coexistence de l'élevage extensif avec d'autres activités, notamment le tourisme, la protection de la nature et le secteur énergétique. Voici les principaux points soulevés lors de la discussion :

Élevage extensif et tourisme

Le tourisme peut offrir des opportunités grâce à l'agrotourisme, à la promotion des produits locaux, à la création d'emplois et à l'amélioration des infrastructures.

Cependant, il pose également des défis, notamment la pression exercée par les visiteurs, les conflits liés à l'espace et aux ressources, la hausse des prix fonciers et le manque de sensibilisation aux activités pastorales. La médiation, l'éducation, les campagnes de communication et des règles plus claires concernant le partage des espaces de montagne ont été identifiées comme des solutions clés.

Élevage extensif et nature

Les participants ont souligné le rôle positif du pastoralisme dans la préservation des écosystèmes de montagne, notamment en matière de conservation de la biodiversité, de gestion des paysages, de prévention des incendies et des avalanches. Cependant, des tensions apparaissent autour de la gestion des pâturages, de la concurrence pour les ressources naturelles (en particulier l'eau), de la pression foncière et de la présence de grands carnivores. Ils ont insisté sur la nécessité d'un dialogue, de solutions adaptées au contexte local, d'une meilleure communication et d'une sensibilisation accrue, ainsi que d'un soutien et d'une formation renforcés pour les bergers. Les approches efficaces reposent sur les savoirs locaux, la coopération entre les parties prenantes et la reconnaissance de la contribution du pastoralisme aux territoires de montagne.

Élevage extensif et énergie

Les participants ont abordé les tensions liées à l'énergie hydroélectrique et photovoltaïque, et notamment la concurrence entre les infrastructures énergétiques et les terres agricoles ainsi que les ressources en eau. Dans cette optique, les solutions évoquées comprenaient l'installation de panneaux photovoltaïques sur les murs et les toits, plutôt que sur les prairies, ainsi que le développement de projets énergétiques répondant aux besoins agricoles locaux.

À travers ces trois thèmes, les participants ont identifié des besoins communs : un dialogue renforcé entre les parties prenantes, une gouvernance adaptée au contexte local, une meilleure prise en compte des réalités pastorales, ainsi qu'un soutien et une reconnaissance adéquats des services écosystémiques fournis par les systèmes pastoraux.



Atelier 8

Former les professionnels de demain pour les systèmes d'élevage de montagne

Cet atelier avait pour objectif de présenter le dossier technique sur les écoles pastorales européennes élaboré dans le cadre du projet LIFE ShepForBio et de susciter une réflexion collective sur le rôle plus large des écoles pastorales au-delà de l'enseignement et de la formation professionnels. Après une introduction aux projets LIFE ShepForBio, SHEP4ECO et EU4SUPA, soulignant leur engagement commun à renforcer les écoles pastorales et l'enseignement et la formation professionnels (EFP) en tant qu'outils essentiels pour l'avenir du pastoralisme en Europe, deux contributions vidéo ont illustré le rôle plus large que les écoles pastorales jouent déjà dans différentes régions européennes, avant de lancer la discussion de type « fishbowl ».

Tommaso Campedelli (DREAM Italia, coordinateur technique du projet LIFE ShepForBio) a présenté l'expérience de l'École des bergers du Casentino, en soulignant comment les écoles pastorales créent de solides réseaux professionnels reliant les futurs bergers aux professionnels expérimentés. Il a également mis en avant leur contribution à l'amélioration de l'image publique du pastoralisme en mettant en valeur sa contribution environnementale, culturelle et sociale au-delà de la simple production agricole.

Maria Díaz de Quijano Barbero (École des bergers de Catalogne, Espagne) a partagé l'expérience de l'école pastorale catalane, illustrant comment celle-ci contribue au repeuplement rural, facilite la transmission générationnelle entre les agriculteurs partant à la retraite et les nouveaux arrivants, et sensibilise le public au rôle du pastoralisme dans la conservation de la biodiversité, la prévention des feux de forêt et la souveraineté alimentaire grâce à de solides activités de communication et de sensibilisation.

Ces expériences ont servi de point de départ à une discussion ouverte sur la manière dont les écoles de pastoralisme peuvent contribuer à la vie des communautés de montagne au-delà de la simple éducation et formation. La table ronde a réuni des représentants d'un large éventail d'organisations actives dans les domaines du pastoralisme, de l'enseignement agricole, des services de conseil et du développement rural,

Soutenir le renouvellement générationnel et le développement rural

La discussion a mis en évidence les retombées indirectes des écoles pastorales sur les zones rurales. Au-delà de la formation des futurs bergers, ces écoles contribuent à maintenir la population dans les zones isolées en accompagnant les nouveaux arrivants, anciens élèves, qui décident de s'installer localement pour exercer leur métier.

Points clés

Les écoles pastorales en tant qu'acteurs territoriaux

Un message récurrent tout au long de la discussion a été que les écoles pastorales ont évolué au-delà de leur fonction éducative initiale. Les participants ont décrit ces écoles comme des plateformes qui mettent en relation les agriculteurs, les futurs éleveurs, les chercheurs, les autorités locales et les organisations environnementales.

Grâce à ces réseaux, les écoles facilitent l'échange de connaissances, renforcent les communautés professionnelles et accroissent la visibilité du pastoralisme au sein des stratégies de développement local. Plusieurs exemples ont illustré comment ces écoles contribuent activement au développement régional en soutenant l'innovation, la recherche appliquée et la collaboration entre différents secteurs tels que le tourisme, la sylviculture, la gestion des paysages et la conservation de la nature.

Les expériences menées dans différents pays ont montré que de nombreux établissements scolaires facilitent également la succession agricole, mettent en relation les agriculteurs partant à la retraite avec les nouveaux arrivants et apportent un soutien concret lors de la transition vers l'activité professionnelle.



Sensibilisation et définition de la profession

L'importance de présenter une image réaliste du métier de berger a été soulignée. Si le pastoralisme est de plus en plus reconnu pour sa valeur environnementale et sociale, les participants ont insisté sur le fait que la formation doit également préparer les étudiants aux défis physiques, économiques et organisationnels liés à cette profession. Souvent, les écoles contribuent à représenter la profession dans les médias et à diffuser des messages clés auprès du grand public sur l'importance du pastoralisme dans la prévention des incendies, la protection de la biodiversité et la souveraineté alimentaire.

Pourtant, le pastoralisme continue de faire face à des défis liés à des conditions de travail difficiles, à une reconnaissance sociale limitée et à une incertitude économique. Améliorer l'attractivité de la profession nécessite des changements structurels allant au-delà de l'éducation, notamment de meilleures conditions de travail, une reconnaissance professionnelle renforcée, une rémunération adéquate et des politiques publiques favorables. Des formations courtes sur la communication, les relations avec les employés et la gestion des rôles pour les agriculteurs ont été suggérées comme une priorité, et l'organisation de sessions de « rencontres professionnelles », comprenant des exercices d'inversion des rôles pour favoriser l'empathie mutuelle, a été proposée.

Au délà des compétences techniques

Les participants ont souligné que les écoles pastorales d'aujourd'hui enseignent un large éventail de compétences allant au-delà de la gestion du bétail. La formation inclut de plus en plus la conservation de la biodiversité, la prévention des feux de forêt, l'adaptation au changement climatique, la gestion des écosystèmes, la communication avec le public, le développement commercial et la gestion des conflits, notamment dans le domaine du tourisme.

Certaines écoles proposent des ateliers sur le terrain pour aider les communautés à comprendre leurs expertises et leurs besoins respectifs, facilitant ainsi la prise de décision future et la gestion des terres dans les zones de montagne. Plusieurs interventions ont mis en avant l'importance croissante des compétences relationnelles, notamment la communication entre les employeurs et les bergers, la médiation avec les usagers des zones de montagne et la collaboration avec les acteurs locaux.

La formation continue et les formations courtes ont été identifiées comme des outils précieux tant pour les nouveaux arrivants que pour les professionnels expérimentés. Cette approche permet d'éviter que les animaux issus de ces exploitations plus anciennes ne soient envoyés à l'abattoir. Ces services contribuent à lever les obstacles structurels tels que l'accès à la terre, l'insertion professionnelle et le transfert de connaissances.

Les écoles, pôles d'innovation et d'apprentissage tout au long de la vie

Des exemples ont montré que les écoles pastorales font de plus en plus office de centres d'expérimentation, de recherche appliquée et d'apprentissage tout au long de la vie. Ces écoles collaborent avec des instituts de recherche pour tester des pratiques d'adaptation au changement climatique, des systèmes de pâturage et des approches de gestion innovantes, tout en répondant aux besoins en constante évolution des professionnels grâce à des formations courtes et spécialisées.

Les participants ont souligné que la formation continue revêt une importance croissante, les bergers étant confrontés à de nouvelles réglementations environnementales, aux évolutions technologiques et à des attentes sociétales en mutation. Par exemple, le projet CASDAR Amber a produit une série de vidéos montrant des bergers au travail et réfléchissant à leurs actions, capturant ainsi des connaissances complexes telles que la dynamique des troupeaux et le maniement des chiens de berger.



Renforcer la reconnaissance professionnelle

Les participants ont abordé la diversité des systèmes de qualification en Europe et ont reconnu la nécessité d'une meilleure reconnaissance des compétences pastorales. Bien que les approches nationales diffèrent, les écoles pastorales pourraient contribuer à l'élaboration de cadres de compétences communs et au renforcement de l'identité professionnelle des bergers à travers l'Europe. La discussion a également souligné que les bergers devraient être de plus en plus reconnus non seulement comme des gestionnaires de bétail, mais aussi comme des gestionnaires de paysages fournissant de précieux services écosystémiques.

Découvrez notre travail et suivez nos activités sur

www.mountainconvention.eu

@Euromontana

NOS PARTENAIRES

NOS PARTENAIRES

haute savoie le Département

Sallanches

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

DES SAVOIE

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

CHAMBRES D'AGRICULTURE FRANCE

MASSIF des ALPES

Avec le soutien de

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FONDS NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE Massif des Alpes

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGRO-ALIMENTAIRE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Groupama

megève

DOMAINES SKIABLES DE FRANCE

Pays du Mont-Blanc communauté de communes

LA DRÔME LE DÉPARTEMENT

isère LE DÉPARTEMENT

CHAMBRE D'AGRICULTURE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

VIN DE SAVOIE APPELLATIONS D'ORIGINE PROTÉGÉE

LES FROMAGES DE SAVOIE AOP IGP

msa santé famille retraite services L'essentiel & plus encore

Montagne Vivante

Jaillance

Brasserie Caquot BIÈRE DE QUALITÉ

produit de MONTAGNE

XIV European Mountain CONVENTION

30 June – 2 July 2026 | Sallanches

Plus d'informations sur l'événement

ALLIANCE MONDIALE POUR LES PARCOURS & LES ÉLEVEURS PASTORAUX GROUPE FRANCE

ANNÉE INTERNATIONALE DES PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX 2026